

Bernard Cazeneuve réaffirme la poursuite du démantèlement "par étapes" de la "jungle" de Calais



Dans un entretien à Nord Littoral publié jeudi soir, le ministre de l'Intérieur a également annoncé des renforts de police pour assurer la sécurité des riverains.

Le gouvernement est bien décidé à montrer qu'il s'occupe toujours du problème de Calais. Dans un entretien à [Nord Littoral](#) publié jeudi soir, Bernard Cazeneuve a annoncé que le gouvernement allait poursuivre le démantèlement "par étapes" du camp de migrants installé à Calais depuis le printemps 2015. "Mon intention est bien de poursuivre avec la plus grande détermination. Cela doit se faire par étapes, en commençant par créer davantage de places d'hébergement en France pour désengorger Calais", a lancé le ministre de l'Intérieur.

Ce dernier a affirmé que les pouvoirs publics ont "déjà commencé le démantèlement) de la zone nord, par un référé pour fermer les lieux de vente illégaux installés sur la Lande". "Ce processus a été freiné par une décision de justice et j'ai saisi le Conseil d'Etat à ce sujet", ajoute-t-il, faisant référence à la décision du tribunal administratif de Lille de mettre un veto à cette demande.

Le gouvernement souhaite par ailleurs intensifier les départs volontaires de Calais en créant d'ici la fin de l'année "2.000 nouvelles places d'hébergement en Centre d'accueil et d'orientation (CAO)" et "6.000 places en Centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA)".

Bernard Cazeneuve a également souligné que 200 hommes viendront en renfort des 1.900 policiers et gendarmes présents sur Calais, pour "renforcer la lutte contre ces assauts de camions sur la rocade". Il détaille : "54 policiers de la police aux frontières et deux unités de forces mobiles supplémentaires soit 140 CRS, affectés en priorité à la rocade et sur l'A16, ce qui permettra de redéployer les effectifs des BAC pour la sécurité des riverains de la rocade et du centre-ville".

Le patron de la Place Beauvau effectuera une visite sur place ce vendredi, sa 8e depuis qu'il est ministre. Il doit rencontrer la maire Les Républicains de la ville, Natacha Bouchart, et s'entretiendra avec un collectif d'acteurs économiques du Calaisis "directement concernés par la problématique migratoire".